

Communiqué de presse du 14 janvier 2025

Déclaration de politique générale Les inspecteurs de la biodiversité méritent le soutien de l'État, pas son mépris

Dans un contexte où la préservation de notre environnement devrait être une priorité nationale, les propos tenus par le Premier Ministre à l'encontre des inspecteurs de la biodiversité sont irresponsables et dangereux.

Les inspecteurs de la biodiversité, agents de l'Office Français de la Biodiversité (OFB), ne sont pas de simples observateurs. Ce sont des policiers. À ce titre, ils assurent notamment la police de la chasse, de l'eau et veillent à faire respecter les lois environnementales.

Accuser ces agents d'humilier les agriculteurs en accomplissant leur mission est non seulement faux, mais dangereux. Ce discours affaiblit l'autorité de l'État et légitime les comportements de ceux qui choisissent de contourner les lois.

Attaquer des agents publics chargés de faire respecter les règles, c'est attaquer l'État de droit, et donc, in fine, la République et la démocratie.

Ces agents, qui agissent pour le bien commun et dans le respect des lois, **ont besoin du soutien inconditionnel de l'État**. Rappelons qu'ils ont été victimes ces derniers mois d'attaques d'une violence inédite : locaux incendiés, véhicules vandalisés, menaces physiques... Ces actes, insupportables dans une démocratie, n'ont pas reçu la condamnation ferme qu'ils méritaient.

Le Premier Ministre a manqué une occasion essentielle de défendre ces serviteurs de l'État, alors que leur engagement est plus crucial que jamais face aux défis environnementaux et climatiques.

Je demande au Premier Ministre de revenir sur ses propos et de réaffirmer clairement que l'État soutient pleinement ses agents dans leurs missions. Car soutenir les inspecteurs de la biodiversité, c'est défendre la République, la démocratie, et l'avenir de nos écosystèmes.

Dominique Voynet
Députée de la 2ème circonscription du Doubs